

## Communiqué

### **STOP AUX EXPULSIONS : ce n'est pas une solution !**

Pour des raisons de sécurité, monsieur Cathala, Député-maire de Créteil, vient de prendre un arrêté d'expulsion sous 48h à l'encontre de personnes Roms vivant dans un squat.

Une procédure est déjà en cours, dont le délibéré doit être rendu le 20 novembre prochain. Aucun danger n'avait été signalé dans ce squat et avancé comme argument pour demander l'expulsion, mais un projet de vente en vue d'une opération immobilière. Nous nous interrogeons sur cette urgence nouvelle.

La LDH, animatrice du comité de soutien aux familles Roms de Créteil, tient à rappeler que les expulsions n'apportent pas de solution à la question des bidonvilles. Bien au contraire, elles contribuent à fragiliser encore plus des personnes vivant dans une grande précarité. Elles mettent en péril les mesures favorisant l'accès au droit commun qui permettent leur intégration : scolarisation, accès aux soins et à l'emploi...

La circulaire du 26 août 2012 avait déjà enjoint aux préfets de demander un diagnostic social avant de procéder aux expulsions afin de mettre en oeuvre des mesures d'accompagnement et de ne pas rompre les démarches déjà entreprises.

Le 20 octobre dernier, monsieur Carencu, Préfet de région organisait une conférence régionale sur les campements illicites afin d'enclencher une dynamique constructive pour mettre en oeuvre une réelle politique de résorption des bidonvilles en Ile de France. Des budgets existent qui ne sont pas toujours utilisés.

Nous soutenons cette volonté de trouver des solutions efficaces et respectueuses des droits des personnes.

Nous regrettons la précipitation avec laquelle se ferait l'expulsion du squat, empêchant la scolarisation d'une dizaine d'enfants à la rentrée des vacances de Toussaint.

Pour le comité de soutien

Nicole Chevalier,